

43LM 267/35

APPROVISIONNEMENT EN COMBUSTIBLES - REGULARISATION
DES CESSIONS DE COMBUSTIBLES FAITES A LA S.N.C.F. A LA SUITE
DES EVENEMENTS DE NOVEMBRE 1942

C.A. 26.1.44

C.M. 7.2.44

COMMISSION DES MARCHES DES CHEMINS DE FER DU 7 FEVRIER 1944

Approvisionnement de la S.N.C.F. en combustibles pendant les hostilités. (Régularisation des cessions de combustibles minéraux solides faites à la S.N.C.F. à la suite des événements de novembre 1942) (n° 2752) (21.960.932 Frs)

Rapporteur: M. JEAUTERE

Régularisation des suppléments de dépenses engagées pour les fournitures de combustibles minéraux solides faites à la S.N.C.F. par les mines du Centre et du Midi du 15 février au 28 février 1943 et des dépenses engagées pour les fournitures par les mines françaises du 1er mars au 30 juin 1943. (n° 2751) (773.010.536 Frs)

Rapporteur: M. JEAUTERE

Ces deux dossiers, qui sont soumis à la Commission pour régularisation, n'appellent de la part du Rapporteur aucune observation particulière et, sur sa proposition, la Commission les approuve.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration
du 26 janvier 1944

QUESTION III - Marchés et Commandes

2°) Approvisionnement en combustibles - Régularisation
des cessions de combustibles faites à la S.N.C.F.
à la suite des événements de novembre 1942.

P.V. (p.2)

M. LE PRESIDENT expose qu'à la suite des événements de novembre 1942, 37.097 T.720 de combustibles destinées à des consommateurs qui ne pouvaient plus en prendre livraison ont été transférées à la S.N.C.F. Les fournitures se sont échelonnées de décembre 1942 à mars 1943.

Aux termes d'une décision interministérielle du 24 décembre 1942, la Caisse de Compensation des prix des combustibles minéraux solides doit rembourser aux nouveaux attributaires la différence entre, d'une part, le prix de revient effectif total des tonnages transférés et, d'autre part, le prix de revient des charbons de même origine et de même qualité dans le cas de livraison directe au lieu d'utilisation, sans toutefois qu'il puisse être fait état des clauses des contrats de vente pouvant exister entre les mines et les nouveaux attributaires et prévoyant des conditions particulières de prix.

Compte tenu de cette décision et sur la base des prix de cession, tels qu'ils ont été fixés par l'expert désigné par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, la dépense relative aux fournitures dont il s'agit et devant demeurer à la charge de la S.N.C.F. est de 21.960.932 fr.

Le Conseil approuve, en régularisation, cette dépense.

Notes de séance (p. 5)

M. LE PRESIDENT.- Il vous est également soumis, pour régularisation, des cessions de combustibles minéraux solides faites à la S.N.C.F. à la suite des événements de novembre 1942. Il s'agit de combustibles destinés à des consommateurs nord-africains qui ne pouvaient en prendre livraison ou n'en avaient pas l'utilisation et qui ont été stockés dans les ports méditerranéens pour être, par une nouvelle décision du répartiteur, remis à d'autres consommateurs de la Métropole. Il a été décidé que la Caisse de Compensation des Prix des Combustibles Minéraux Solides rembourserait aux nouveaux attributaires la différence entre le prix de revient effectif des tonnages transférés et le prix auquel seraient revenus les mêmes charbons s'ils avaient été livrés directement au lieu d'utilisation, sans

qu'il soit toutefois fait état des clauses des contrats de vente pouvant exister entre les mines et les nouveaux attributaires et prévoyant des conditions particulières de prix.

Ces transferts ont été effectués de décembre 1942 à mars 1943. La valeur à la tonne s'élève à 578 fr. en moyenne ; la compensation accordée étant de 469 fr, le prix moyen est ramené à 309 fr, correspondant au prix moyen des barèmes des mines du Centre et du Midi.

Les cessions portent sur un total de 57.097 T. 720, pour un montant de 21.940.932 fr.

Le Conseil approuve, en régularisation, ces dépenses.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 26 janvier 1944

III.- Marchés et Commandes :

- 2°) Approvisionnement en combustibles - Régularisation des
cessions de combustibles faites à la S.N.C.F. à la suite
des événements de novembre 1942.

Re. -

Approuvé

23 DÉC. 1943

S.N.C.F.

Service des
Approvisionnements

Division des
Combustibles

Der. N° 192 Ach

N O T E

pour MM. les Membres du Conseil d'Administration
relative à la régularisation des cessions de com-
bustibles minéraux solides faites à la S.N.C.F.
à la suite des événements de novembre 1942

- Importance des cessions 37.097^t.720
- Montant des cessions 21.930.932 f.

A la suite des événements de novembre 1942, des combusti-
bles destinés à des consommateurs pour la plupart Nord-Africains
qui ne pouvaient plus en prendre livraison, ou n'en avaient plus
l'utilisation, se trouvaient dans des ports méditerranéens, soit
à quai, soit sur navires français. Ces combustibles furent blo-
qués et attribués à d'autres consommateurs de la Métropole par
décisions de transfert du Répartiteur du Charbon prises en vertu
du décret du 13 juin 1941.

Une décision interministérielle du 24 décembre 1942 décide
que la Caisse de Compensation des prix des combustibles minéraux
solides rembourserait aux nouveaux attributaires la différence
entre, d'une part, le prix de revient effectif total des tonna-
ges transférés et, d'autre part, le prix de revient des charbons
de même origine et de même qualité dans le cas de livraison di-
recte au lieu d'utilisation, sans toutefois qu'il puisse être
fait état des clauses des contrats de vente pouvant exister entre
les mines et les nouveaux attributaires et prévoyant des condi-
tions particulières de prix.

Les prix de cession ont été fixés par l'expert désigné par
le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux
Communications, en l'espèce : M. l'Ingénieur en Chef des Mines
à Marseille.

Le tableau ci-joint donne le détail des tonnages qui ont été
transférés à la S.N.C.F. lesquels représentent, au total,
37.097 t,720, les sommes payées aux transférés, les frais supplé-
mentaires occasionnés par la reprise de ces charbons sur les
quais et le paiement des droits de douane pour les charbons
étrangers.

Les transferts furent effectués de décembre 1942 à mars 1943.
Les prix de revient définitifs à produire à l'appui des demandes
de compensation ne furent connus qu'en octobre, car la S.N.C.F.

.....

éprouva, en certains cas, des difficultés à obtenir les licences d'importation nécessaires pour dédouaner les charbons étrangers (9.992 t, 570).

Le taux de compensation n'est pas encore fixé pour le tonnage mis à notre disposition par la Société Française de Dragage et Dérochage à Saint-Raphaël.

Pour les autres combustibles, la valeur à la tonne des charbons reçus s'élève à 578 f. en moyenne, la compensation accordée s'élève à 269 f., ce qui ramène le prix moyen des charbons reçus à 309 f. correspondant au prix moyen de barème des charbons du Centre et du Midi.

Il est proposé à MM. les Membres du Conseil d'Administration, de bien vouloir approuver la dépense engagée.

Le Directeur
du Service des Approvisionnements,

COULLE

Bordereau des tonnages transférés à la S.N.C.F.
à la suite des événements de novembre 1942

Titulaires des transferts	Tonnages	Valeur du charbon	Droits de douane	Manutention	Total	Observations
Bureau de liaison des Importations Charbonnières Tunisiennes	7.468 ^t ,560	4.869.661 ^f ,73	154.450 ^f ,90	110.794 ^f ,70	5.154.907 ^f ,35	
Mory et Cie	5.867,530	3.002.199,--	"	4.748,30	3.006.947,30	
Groupeement Charbonnier de l'Algérie	21.213,920	11.398.145,--	147.851,90	134.215,80	11.980.212,70	
Sté Commerciale d'Affrètements & de Commissions	2.026,010	964.666,45	"	35.838,85	1.000.505,30	
Sté Française de Dragage et Déroctage	521,700	792.274,60	"	26.085,--	818.359,60	
Ensemble ...	37.097,720	21.345.945,80	302.302,80	311.692,65	21.960.932,25	

D E C I S I O N

Un tonnage important de combustibles minéraux solides appartenant à des consommateurs qui à la suite des événements du 8 novembre ne peuvent en prendre livraison ou n'en ont plus l'utilisation, se trouve soit à quai dans des ports méditerranéens, soit chargé sur des navires français dans ces mêmes ports. Ces cargaisons n'ont pas été acheminées vers leurs acheteurs et ont été bloquées par décision du Répartiteur, Chef de la Section du Charbon de l'O.C.R.P.I., soit à quai, soit en rade dans ces ports méditerranéens.

En vertu du décret du 13 juin 1941 relatif aux décisions des Répartiteurs prononçant des transferts de produits industriels, le Répartiteur a pris une décision de transfert en vertu de laquelle ces tonnages sont attribués à des consommateurs français de la Métropole.

Les frais entraînés par ces transferts seront mis à la charge de la Caisse de Compensation des Prix des Combustibles minéraux solides, dans les conditions suivantes :

- 1°) Les nouveaux attributaires rembourseront aux transférés la valeur des tonnages ainsi que le montant de tous les frais accessoirement supportés par ces derniers jusqu'au moment du transfert. Ils prendront également à leur charge tous les frais résultant du transfert consenti en leur faveur. Le dépôt de cautionnements bancaires sera admis.
- 2°) Il incombera aux transférés ainsi désintéressés de payer aux mines expéditrices le montant des factures correspondant aux expéditions faites par ces mines, ainsi que tous les frais supportés par la marchandise jusqu'au moment du transfert.
- 3°) La Caisse de Compensation remboursera aux nouveaux attributaires la différence entre :

- d'une part, le prix de revient effectif total des tonnages à eux transférés, tel qu'il résultera des paiements indiqués au paragraphe 1°) ci-dessus,

- d'autre part, le prix de revient des charbons de même origine et de même qualité dans le cas de livraison directe de la mine au lieu d'utilisation, sans toutefois qu'il puisse être fait état des clauses des contrats de vente pouvant exister entre les mines et les nouveaux attributaires et prévoyant des conditions particulières de prix .

.....

- 4°) Les demandes de remboursement seront présentées à la Caisse de Compensation, soit directement par les nouveaux attributaires, soit par l'intermédiaire de tels organismes professionnels, qu'ils croiront devoir mandater à cet effet. Elles seront visées par l'expert technique désigné pour assister le Répartiteur Chef de la Section du Charbon. Elles pourront donner lieu à tous contrôles et à toutes vérifications dans les livres des intéressés que la Caisse jugera utiles.

A PARIS, le 24 décembre 1942.

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale
et aux Finances,

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à la Production Industrielle
et aux Communications,

SECRETARIAT d'ETAT à la PRODUCTION INDUSTRIELLE

N° 2516

Décret du 16 juin 1941, relatif aux décisions des répartiteurs prononçant des transferts de produits industriels.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat Français,

Vu la loi du 10 septembre 1940, portant organisation de la répartition des produits industriels, et notamment les articles 3, 5 et 9 relatifs aux pouvoirs et aux décisions des répartiteurs et prévoyant des décrets d'application ;

Vu la loi du 21 octobre 1940 modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix et notamment les articles 40 et 68 relatifs à la saisie et à la confiscation ;

Vu la loi du 9 mars 1941 modifiant la loi du 10 septembre 1940 susvisés et réglant le contrôle et la répression des infractions et notamment l'article 10, visant l'exécution des décisions des répartiteurs relatives à des transferts de produits industriels ;

Sur le rapport du ministre Secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux Finances et du Secrétaire d'Etat à la Production industrielle.

Décrétons :

Art. 1er - Les répartiteurs chefs des sections de l'Office Central de répartition des produits industriels peuvent prononcer le transfert des produits industriels dont ils ont la charge, soit en désignant immédiatement l'attributaire, soit après une décision de blocage ou d'enlèvement desdits produits.

L'enlèvement des produits ne sera opéré qu'après inventaire et, s'il y a lieu, une expertise effectuée dans les conditions indiquées aux articles 3 et 5 ci-après.

Art. 2 - La prise de possession par l'attributaire ne pourra avoir lieu qu'après versement à l'ayant-droit ou, éventuellement, consignation d'une somme égale à la valeur actuelle des produits établie dans les conditions prévues aux articles 3 et 5 ci-après.

Art. 3 - A défaut d'accord amiable des intéressés, le propriétaire dépossédé devra faire connaître le prix qu'il demande par une facture remise au répartiteur dans le délai de rigueur fixé par celui-ci.

.....

La somme à payer sera déterminée par le répartiteur, compte tenu de cette facture, éventuellement après avis des experts techniques prévus à l'article 5 ci-dessous, et au besoin, après consultation des services des prix.

Le propriétaire dépossédé pourra adresser, dans un délai de huitaine à compter de la notification à lui faite par lettre recommandée de la décision du répartiteur, une réclamation, également par lettre recommandée avec accusé de réception, au secrétaire de la répartition des produits industriels, en vue de la révision du prix fixé, dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent.

Le propriétaire qui n'aura pas remis sa facture dans le délai imparti ne jouira pas de cette faculté de réclamation.

La prise de possession pourra avoir lieu après versement de la somme déterminée par le répartiteur ou d'une partie de cette somme, le surplus étant consigné.

Art. 4 - S'il n'y a pas de propriétaire connu, ou si les produits sont l'objet d'une pluralité de droits ou si nul n'est habilité à représenter le propriétaire pour l'application des dispositions ci-dessus, la somme à payer sera déterminée par le répartiteur, après avis des experts techniques prévus à l'article 5 et, au besoin, après consultation des services des prix.

Elle sera consignée à la Caisse des Dépôts et Consignations pour le compte de qui il appartiendra.

Art. 5 - Des experts techniques seront désignés par le secrétaire de la répartition des produits industriels pour donner leur avis au répartiteur, notamment sur la réduction éventuelle du prix, en raison de l'état et de la qualité des produits.

Les frais d'expertise seront à la charge de la section de répartition.

Art. 6 - Si les produits sont déjà l'objet d'une saisie réelle, ou d'une mesure analogue de la part d'une autre autorité, le répartiteur pourra nonobstant en disposer à tout moment conformément aux règles édictées dans les articles 1er et 5 précédents. Le montant du prix ainsi fixé sera mis à la disposition de l'autorité qui avait prononcé la saisie.

En particulier, dans le cas d'une saisie réelle par le service de contrôle des prix, en application de l'article 40 de la loi du 21 octobre 1940, la valeur des produits sera consignée à la caisse du receveur des domaines au lieu de la saisie.

Art. 7 - Le Ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale et aux finances, et le secrétaire d'Etat à la production industrielle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Vichy, le 16 juin 1941

PH. PETAIN

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat Français :

Le Ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale
et aux Finances,

Yves BOUTHILLIER

Le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle,

Pierre PUCHET